

NOMS DES INSPECTEURS ET DES COMTÉS.	Population protestante dans chaque comté ou partie de comté.	Total des protestants dans chaque district d'inspection.	Population catholique dans chaque comté ou partie de comté.	Total des catholiques dans chaque district d'inspection.
Inspecteur HUME.				
Mégantie	5016	.....	12843	.....
Partie de Beauce	1	.....	4498	.....
do Dorchester	832	5879	2581	19922
Inspecteur PLEES.				
Cité de Québec	9632	.....	.....	.....
Partie du comté de Québec	1299	10931	.....	.....
Inspecteur HUBBARD.				
Stanstead	10121	.....	2137	.....
Richmond	5859	.....	3025	.....
Compton	7824	.....	2386	.....
Wolfe	999	.....	5519	.....
Sherbrooke	3296	.....	2603	15700
Partie de Drummond et Arthabaska	3234	31333	.....	.....
Inspecteur PARMELEE.				
Brome	10192	.....	2510	.....
Missisquoi	11153	.....	7455	.....
Shefford	5562	26907	12217	22212
Inspecteur BRUCE.				
Cité de Montréal	24427	.....	.....	.....
Huntingdon	9151	.....	8010	.....
Partie de Châteauguay	3416	.....	.....	.....
do Argenteuil	7418	44712	4427	12467
Inspecteur HAMILTON. (Place maintenant vacante.)				
Ottawa	7864	.....	.....	.....
Pontiac	6002	13866	.....	.....
Grand total		133628		70311

Déduisons maintenant du total de la population protestante du Bas-Canada, la partie de cette population qui se trouve sous le contrôle des inspecteurs protestants, et nous verrons qu'il n'y a que 34,685 protestants qui ont pour inspecteurs des catholiques, tandis que pas moins de 70,301 catholiques sont soumis au même inconvénient dont se plaignent maintenant les Protestants. Ces 34,685 protestants sont disséminés sur toute l'étendue du Bas-Canada, et tous les différents districts où se trouvait ras-embli un grand nombre de protestants ont joui de l'avantage du contrôle d'inspecteurs protestants autant que le permettaient le petit nombre des inspecteurs et leurs salaires. Il n'en est pas ainsi pour les Catholiques; et l'on voit que, dans les districts de MM. Hubbard, Parmelee et Hume, des populations catholiques et françaises, nombreuses et compactes, sont soumises à la juridiction administrative d'inspecteurs protestants. Plus de la moitié de la population du district de M. Parmelee, et plus des trois quarts de celui de M. Hume, sont catholiques.

Le Surintendant actuel a donné son opinion sur ce sujet dans l'extrait suivant d'un rapport spécial qu'il fit le 23 avril 1863, au sujet de l'inspection des écoles, et qui fut publié par ordre de l'Assemblée Législative :

« J'ai préparé un tableau marqué B, qui contient un projet d'inspection divisé en dix districts seulement et renfermant, approximativement, les mêmes renseignements pour ces nouveaux grands districts que pour les anciens. Je crois qu'il serait impossible de former des districts plus vastes que chacun de ceux compris dans

ce tableau, même en réduisant le nombre des visites à une seule par années. Il est vrai que l'on pourrait se contenter de huit districts, en ne tenant point compte de la différence entre les localités catholiques et les localités protestantes; mais je ne saurais recommander sous ce rapport une déviation au système introduit et dont je désirerais même l'extension. Toute notre législation scolaire a pour objet de donner les plus grandes garanties possibles aux minorités religieuses dans l'éducation de leurs enfants. Nous avons des écoles séparées, des bureaux d'examineurs séparés, autant que cela peut se faire, et il me semble qu'autant que possible, nous devrions avoir une inspection séparée. En Prusse et surtout en Allemagne, les inspecteurs sont les membres mêmes des clergés respectifs. En Angleterre et en Ecosse, il y a des inspecteurs pour chaque dénomination religieuse, et il est même pourvu, par ordre en conseil, à ce que les autorités religieuses de chaque dénomination soient consultées sur le choix de ces fonctionnaires. »

Ce rapport fut fait dans le temps que l'on proposait en Parlement d'abolir la charge d'inspecteur d'écoles, et que l'administration du jour s'occupait des différents moyens de modifier le système établi, soit en diminuant le nombre des districts d'inspection, soit en autorisant les conseils municipaux à nommer et à payer eux-mêmes les inspecteurs. Les divers changements qui se sont faits depuis dans le gouvernement, et les questions d'intérêts majeurs qui, depuis, ont été soulevées et restent encore pendantes, expliquent suffisamment pourquoi il n'y eut rien de décidé sur ce sujet.

Ces diverses circonstances expliquent aussi comment il se fait que l'on ait laissé vacant deux districts (l'un catholique et l'autre protestant) pendant un si long espace de temps. C'est aussi sans doute pour ces mêmes raisons que les catholiques des townships de l'est qui ont demandé un inspecteur catholique, éprouvent un si long retard.

Quand le comté protestant affirme, dans son rapport, que l'on donne en récompense aux élèves protestants des livres catholiques, nous aurions désiré qu'il se montrât plus explicite, qu'il nous informât du lieu où la chose était arrivée et de la personne qui avait agi ainsi; car si le fait existe réellement, c'est en désobéissance formelle aux instructions données sur ce sujet par le Département. On a divisé les livres en trois catégories, dans la 1^{re} se trouvent les livres que l'on peut donner indifféremment aux catholiques comme aux protestants; dans la 2^e ceux qui ne doivent être distribués qu'aux Catholiques, et, enfin, dans la 3^e ceux qui sont exclusivement pour les protestants; c'est ce dont on pourra s'assurer en jetant un coup d'œil sur le rapport du Surintendant, qui donne, sur ce sujet, des renseignements détaillés. Les livres contenus dans la dernière catégorie viennent en grande partie du dépôt de livres du Bureau de l'Éducation à Toronto.

Les seules plaintes qui aient jamais été transmises au Bureau de l'Éducation sont les suivantes: On a accusé feu M. Childs, (inspecteur protestant) d'avoir donné un livre catholique à un enfant protestant. Le livre était, en effet, un de ceux qui étaient réservés pour les catholiques exclusivement, et M. Childs avoua franchement qu'il l'avait donné par méprise. Comme pour contrebalancer ce fait, on a reçu une plainte semblable contre M. Hubert, inspecteur catholique, qui, par erreur, avait donné de son côté un livre protestant à un élève catholique. Nous pouvons affirmer, que s'il était prouvé que quelque inspecteur ne tient point compte des instructions données par le Département à ce sujet, il serait aussitôt destitué.

(A continuer.)

Revue Bibliographique.

De la Politesse et du Bon Ton, ou Devoir d'une Femme Chrétienne dans le monde, par la Comtesse Brochojowska; 2^e édition. Paris, 1860.—*Du Bon L'usage et des Locutions vicieuses à éviter*, par le même auteur.—*Part de la Conversation au point de vue Chrétien*, par le R. P. Huguet; 2^e édition. Paris, 1860.—*De la Charité dans les Conversations*, par le même auteur. (1)

(Suite.)

Les chapitres qui viennent ensuite dans le premier livre du Père Huguet, traitent de la discrétion, de l'importance de parler peu, du talent d'écouter ceux qui parlent, des discussions, des propos saintement joyeux, de la politesse dans la conversation, des louanges

(1) Voir nos livraisons de juin, juillet, août et septembre derniers.